

La Banque mondiale appelle les autorités de la RDCongo à assumer leurs responsabilités dans le processus DDR

Mercredi 22 février 2006

KINSHASA, 21 février — La Banque mondiale a appelé mardi les autorités de la RDCongo, surtout l'état-major général ainsi que la Structure militaire et intégration de l'armée congolaise, à assumer leurs responsabilités dans le processus Désarmement, Démobilisation et Réintégration (DDR).

Lors d'une rencontre avec des médias à Kinshasa, le responsable de la communication au secrétariat du Partenariat multi-pays de démobilisation et de réintégration (MDRP) de la Banque mondiale, Bruno Donat, a noté l'appui du MDRP financé par la Banque mondiale ainsi que onze bailleurs de fonds avec 500 millions de dollars, aux opérations de démobilisation et réintégration dans sept pays de la région des Grands lacs, dont l'Angola, le Burundi, l'Ouganda, la Centrafrique, le Congo- Brazzaville, le Rwanda et la RDCongo.

Pour sécuriser cette région en proie à la guerre civile ou à des conflits entre Etats depuis plus de dix ans, a-t-il dit, le MDRP vise à atteindre 450 000 ex-combattants, dont 150 000 en RDCongo.

Selon un document fourni par la Banque mondiale, 55 218 ex- combattants, dont enfants soldats, éléments des mouvements signataires de l'Accord global et inclusif inter-congolais, miliciens et membres des Forces armées zaïroises, bénéficient du MDRP depuis son lancement en RDCongo fin 2003.

Mme Roisin de Burca, responsable du MDRP en RDCongo, a affirmé que la Banque mondiale coopérait avec la Commission nationale de Démobilisation et Réintégration (Conader) de la RDCongo dans le cadre du MDRP, qui doit y prendre fin en 2008.

Elle a précisé que chaque bénéficiaire pouvait toucher un kit, 110 dollars pour quitter le centre d'orientation, puis 25 dollars par mois sur une période de 12 mois pour reprendre une vie communautaire.

Mme de Burca a indiqué que le MDRP se trouvait donc à mi- chemin du processus DDR.

Interrogée par Xinhua, une source de la Banque mondiale qui veut garder son anonymat a pour sa part dénoncé un certain manque d'intérêt de la hiérarchie congolaise vis à vis du DDR. Elle a souligné la nécessité d'encourager les combattants à rattraper d'abord le processus DDR, pour que

les volontaires bénéficient ensuite du soutien à leur démobilisation et réintégration, tout en regrettant que beaucoup de centres d'orientation pour les démobilisés soient vides en RDCongo.

Vu que le MDRP-RDCongo a dépensé la moitié de son temps mais n'a atteint qu'un tiers de son objectif, cette source a exprimé son souhait de voir que les autorités de la RDCongo assument leurs responsabilités pour accélérer le processus DDR. Fin